



Évreux, le 6 novembre 2017

Action dans l'Eure : Jour 11 **Audience avec la Déléguée Inter régionale**

L'intersyndicale Solidaires Finances Publiques, FO et CGT a été reçue ce jour par Mme Denise BONEL déléguée pour l'inter région nord du Directeur Général. L'intersyndicale a pu s'exprimer et est revenue sur le mouvement lancé à la DDFIP depuis le 10 octobre.

Nous avons rappelé le ras le bol et les raisons de la colère des agents qui ont conduit à une forte mobilisation notamment dans les services touchés par l'ASR 2018.

Nous avons aussi indiqué que faire grève pour les agents était un gros sacrifice compte tenu de leur pouvoir d'achat et que cette mobilisation démontrait d'autant plus leur colère et leurs inquiétudes.

Nous avons précisé que nous avons sollicité cette audience, car le dialogue social avec notre directeur départemental était totalement bloqué en ce qui concerne les restructurations prévues pour 2018 et le moindre aménagement de son projet.

Nous avons remis **notre pétition** pour le maintien des services de proximité qui a recueilli pas moins de **1060 signatures en 8 jours**.

La Déléguée(DI) du Directeur a d'abord indiqué qu'elle soutenait le projet d'ASR 2018 qu'elle a d'ailleurs elle-même validé. Néanmoins, il reste encore un niveau de discussion au niveau de la Centrale et avec Mr Roche avec lequel elle doit après cette entrevue évoquer de nouveau les sujets de l'ASR.

Nous avons rappelé notre opposition à ce projet. Mme BONEL ayant interrogé notre volonté de dialogue social puisque nous avons mis en cause notre Directeur, nous lui avons signifié les propositions que nous avons faites en instance et en audience et que le Directeur a balayées d'un revers de main.

Nous avons ajouté qu'il s'agissait pour nous de propositions atteignables même si nous restons opposés au projet dans son ensemble.

A notre demande d'**inscription au TAGERFIP d'emplois FIPRO sur Verneuil et Bernay** pour les agents **des SIE** qui ne suivront pas leur mission, elle a répondu par la négative indiquant qu'il n'y aurait pas d'antenne. En effet, comme le directeur avait parlé d'antenne, pour nous, une inscription au TAGERFIP pouvait se faire à l'instar de ce qui existe encore pour le PCE ou PCRP.

De ce fait, il restera des agents en garantie de maintien à la commune (le temps qu'elle existe) mais dont l'emploi sera bien transféré à Évreux ou Pont Audemer.

A notre demande d'un **accueil de l'usager professionnel sur les sites de Verneuil et Bernay** puisque les agents y travailleront toujours, elle a indiqué qu'un accueil sur rendez-vous pourrait être proposé.

Nous avons évoqué la **problématique de la fusion des SIP d'Evreux** ainsi que l'accueil massif que cela allait générer, le manque de parking pour les usagers et les agents, et plus globalement l'absence d'étude permettant de démontrer la capacité du site d'Evreux Sud à accueillir tous les services concernés dans l'ASR.

Sans revenir sur la fusion des SIP que la DI ne remet pas en cause, une étude plus poussée devrait être menée par la Direction et la DI a pris note des besoins d'aménagements puis a laissé entrevoir la possibilité de débloquer des fonds pour l'aménagement du site. Nous avons proposé la création de places de parking supplémentaires et remis en lumière le projet de créations de 10 places envisagé à une époque et finalement abandonné.

Nous avons abordé la question **des conditions de vie au travail** et le fait que **les suppressions d'emplois** à la hauteur de ce que nous subissons n'étaient pas justifiées par des gains de productivité au même niveau comme elle semblait le sous-entendre, ce que Monsieur Roche n'essaie d'ailleurs même plus de nous faire croire précisant bien qu'il regroupe pour ensuite pouvoir supprimer des emplois.

Comme nous avons insisté **sur les déménagements et restructurations incessants** qui conduisent à une perte de repères pour les agents et à un ras le bol, la DI a rappelé qu'effectivement depuis quelque temps le département avait subi des travaux liés à la vétusté de certains bâtiments et au manque d'entretien depuis plusieurs années.

Nous avons ajouté que nous ne comprenions pas la logique de « vider » Verneuil qui a été acheté et vient d'être refait à neuf comme Bernay qui est un bâtiment récent et non amianté dans une ville qui reste une sous-préfecture. A ce sujet pas de réponse.

Nous avons encore dénoncé le **manque de moyens concernant l'ensemble des travaux** comme pour la **Cité Administrative ou Les Andelys** où l'on nous présente des projets « grandioses » au départ et qui se terminent par le minimum compte tenu de la contrainte budgétaire.

Attentive à ces questions la DI va étudier à nouveau la question des moyens budgétaires à allouer au département de l'Eure pour installer les agents au mieux dans l'ensemble des locaux

Nous sommes revenus sur **le déménagement de la trésorerie hospitalière** et avons indiqué que compte tenu des personnels y travaillant et ayant des difficultés pour se déplacer, il serait peut-être plus judicieux de l'installer sur un site comme Politzer accessible aux personnels à mobilité réduite plutôt qu'à la Cité administrative dont les locaux sont totalement inadaptés.

La DI nous a assuré que les agents dans ce cas auront accès à leur service en maintenant l'idée d'installer la trésorerie hospitalière à la Cité Administrative.

Nous avons assuré de notre côté que nous serions vigilants sur cette question et que les agents ne devaient pas être écartés ou mutés dans un autre service pour satisfaire au projet de la Direction. La DI s'est engagée à faire le nécessaire pour que le site soit accessible... dans le respect de la dignité des collègues nous insistons.

Nous avons abordé la question de notre participation dans les **Maisons de Services Au Public**. La DI a précisé qu'en effet **la DGFIP n'avait aucune obligation d'être présente dans ces structures**. **Nous considérons qu'il s'agit d'une ouverture sur le sujet et attendons la suite.**

En effet, nous sommes opposés aux MSAP car nous considérons qu'elles ne constituent en rien une réponse satisfaisante à la disparition du service des finances de proximité.

Quant au regroupement des PCE et PCRP à Évreux qui allait générer des trajets importants pour les collègues concernés la DI a laissé entrevoir la possibilité de travail à distance.

En fin d'entretien **la DI s'est inquiétée de nos intentions quant à la poursuite de notre mouvement**. Nous lui avons indiqué qu'il avait été effectivement suspendu pendant les congés scolaires mais que nous voulions des réponses concrètes avant le 21 novembre date du prochain CTL.

Cela conditionnera notre reprise ou non du dialogue social et si les agents estiment que les réponses ne sont pas suffisantes nous continuerons !

Le rendez-vous ayant été programmé sur une heure nous n'avons pas pu aborder l'ensemble des sujets mais nous n'hésiterons pas à solliciter à nouveau la Déléguée Inter régionale .

L'intersyndicale reste donc mobilisée à vos côtés nous attendons du concret dans les jours à venir !

Nous sommes prêts à continuer !